

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

JMG/AG

A R R E T E

n° **990459** du **11 MARS 1989** portant
prescriptions complémentaires à la Société CUMMINS WÄRTSILÄ en ce qui
concerne l'installation d'ultrafiltration et ses stockages annexes et
l'assainissement de la voirie en berge droite de l'III, de son site industriel, 1 rue
de la Fonderie à MULHOUSE

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18 ;
- VU** les arrêtés préfectoraux des 1er juin 1977 et 3 avril 1980 concernant respectivement les activités de dépôt d'huiles, solvants et peintures et les activités d'application et de séchage de peinture, et les récépissés de déclaration des 28 mai 1954, 5 janvier 1966, 13 mai 1977, 20 février 1987 et 2 février 1988, concernant respectivement les activités d'essais de moteurs, de dépôt de 8 m³ de fuel oil domestique et 1 600 m³ de fuel lourd, de travail mécanique sur métaux et alliage, fonderie, traitement de surfaces, de dépôt de 60 m³ de fuel lourd et de dépôt de 100 m³ de fuel oil domestique ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

.II.

VU le rapport du 6 février 1998 de la Sté CUMMINS WARTSILA adressé au préfet ;

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 19 Novembre 1998;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 7 janvier 1999 ;

CONSIDÉRANT que l'accident du 19 janvier 1998 a conduit à un écoulement de déchets d'ultrafiltration dans l'ILL ;

CONSIDÉRANT que la visite de l'inspecteur des installations classées du 29 septembre 1998 a fait apparaître qu'il y avait lieu de prendre des mesures complémentaires pour qu'un tel accident ne puisse se reproduire ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, d'imposer des prescriptions complémentaires à la Sté CUMMINS WARTSILA ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN ;

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1ER -

L'exploitant de la Sté CUMMINS WARTSILA, dont le siège social est 1 rue de la Fonderie – BP 1210 – 68054 MULHOUSE CEDEX, est tenu de se conformer aux prescriptions définies aux articles suivants qui s'appliquent à son site industriel de la rue de la Fonderie à MULHOUSE.

ARTICLE 2 - TRAITEMENT PAR ULTRAFILTRATION D'HUILES ET STOCKAGES ANNEXES

2.1 Bâtiment de traitement

- 2.1.1. Les appareils susceptibles de contenir des liquides polluants et notamment de l'huile, sont construits conformément aux règles de l'art.

Les matériaux utilisés pour leur construction doivent être résistants à l'action des liquides contenus.

L'ensemble de ces appareils est réalisé et exploité de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

2.1.2. Dans un délai de 2 mois

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides présentant un risque de pollution, sera étanche.

Il sera aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une ou des capacités de rétention étanches.

Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de stockage et de traitement situées dans l'emplacement à protéger.

les capacités de rétention seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

.../...

.IV.

- 2.1.3. L'ultrafiltration des huiles peut être effectuée soit en continu, soit par cuvées.

L'ouvrage d'évacuation des eaux résiduares issues de la station de traitement sera aménagé pour permettre ou faciliter l'exécution des prélèvements.

- 2.1.4. Les eaux résiduares ne seront rejetées que vers le réseau d'assainissement communal.

Elles ne pourront être rejetées en continu que si préalablement à leur rejet, elles transitent par un séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique, positionné à l'aval immédiat de l'atelier d'ultrafiltration.

Dans le cas inverse, elles ne pourront être évacuées que par bâchées après qu'il ait été vérifié qu'elles respectent les concentrations définies à l'article 2.1.5. suivant.

- 2.1.5. En sortie de l'atelier d'ultrafiltration, les eaux résiduares devront respecter les valeurs limites suivantes :

⇒ hydrocarbures totaux : 10 mg/l

- 2.1.6. Les déchets résultat, de l'opération d'ultrafiltration, ainsi que les huiles qui ne peuvent être valorisées, seront éliminées dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur simple demande de l'inspection des installations classées.

Si les déchets sont confiés à une entreprise extérieure, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuels causés à des tiers.

Il s'assurera avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés ; il vérifie également la compatibilité du déchet avec le mode de transport.

Un récapitulatif trimestriel des opérations de production de déchets effectués au cours du trimestre précédent, et relatifs à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon des modèles figurant en annexe 4.1 à 4.4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances, sera à adresser à l'inspecteur des installations classées.

.../...

2.2 Stockages annexes

2.2.1. Dans un délai de 2 mois

Le sol des aires de stockage, transvasement et manipulation des huiles à traiter en ultrafiltration, des huiles traitées et des résidus de traitement d'ultrafiltration, sera étanche aux produits susceptibles d'être stockés.

Il sera aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.

Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50% du volume de l'ensemble des cuves de stockage situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Tout dispositif de vidange de ces cuvettes de rétention par simple gravité est interdit.

Les eaux pluviales récupérées au sein de la cuvette de rétention ne pourront être rejetées dans le réseau d'assainissement communal qu'après qu'il ait pu être constaté que leur teneur en hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l.

En cas de teneur supérieure à 10 mg/l, ces eaux seront traitées ou éliminées comme des déchets (article 2.1.6 du présent arrêté).

2.2.2. Dans un délai de 2 mois

Les abords de l'aire de stockage (aire de chargement-déchargement des huiles, etc ...) seront aménagés de telle sorte qu'à la suite d'un incident ou accident, les liquides ou déchets répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Toutes les dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident sur ces emplacements, déversement direct de produits dangereux, vers les égouts ou le milieu naturel.

Les produits récupérés sur ces emplacements seront traités ou éliminés conformément aux articles 2.2.1 et 2.1.6. du présent arrêté, selon le cas.

.../...

.VI.

ARTICLE 3 - AMENAGEMENT DU PONT ET DES SOLS DE L'ETABLISSEMENT EN BORDURE DE L'ILL.
REFECTION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

3.1 Dans un délai de 3 mois

Les bords de tabliers du pont enjambant l'ILL, les hauts de berges, ainsi que les voies de circulation d'engins transportant des produits dangereux pour l'environnement, seront aménagés afin de permettre un renforcement de la protection de l'ILL contre les pollutions accidentelles.

Sur ces secteurs, l'exploitant veillera notamment à isoler les avaloirs d'eau pluviale de ruissellement en liaison directe avec l'ILL, par des dispositifs d'obturation mobiles, à mettre en place lors des opérations particulières de transport, chargement et déchargement de produits présentant un risque de pollution du milieu naturel.

3.2 Dans un délai de 3 mois

L'exploitant remettra au préfet une étude technico-économique visant à l'aménagement et à la réfection de l'assainissement des voiries industrielles situées en berge droite de l'ILL et dont les eaux pluviales sont assainies vers la rivière.

L'exploitant examinera plus particulièrement la possibilité de ne plus rejeter dans l'ILL, que les eaux pluviales de voirie qui auront transité par un décanteur-séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique.

Un échéancier de réalisation des travaux sera annexé à cette étude.

Dans l'attente de la réalisation de ces mesures, l'exploitant prendra toutes les dispositions qui s'imposent afin que ces secteurs ne puissent être à l'origine d'une pollution de la rivière.

3.3 Avant le 31 Décembre 1999

Avant le 31 Décembre 1999, les travaux d'assainissement des voiries internes de l'entreprise auront du être réalisés afin que les eaux pluviales de ruissellement ne puissent plus être rejetées dans le milieu naturel qu'après traitement dans un dispositif d'épuration efficace, du type décanteur-séparateur d'hydrocarbures, à obturation automatique.

.VII.

Article 4

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de MULHOUSE et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de MULHOUSE pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 1 MARS 1996

Le Préfet,



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général :

Christian AULEN

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier LAURENS-BÉNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

